



Grand Conseil
Secrétariat général
Pl. du Château 6
1014 Lausanne

Interpellation

(formulaire de dépôt)

A remplir par le Secrétariat du Grand Conseil

N° de tiré à part : 13-INT-127

Déposé le : 21.05.13

Scanné le : _____

Art. 115 et 116 LGC L'interpellation est une demande d'explications ou de précisions adressée au CE sur un fait du gouvernement ou de son administration. Elle porte sur une compétence propre ou déléguée du CE et peut être développée oralement devant le GC. Les questions qu'elle contient sont exprimées de telle manière que le CE puisse y répondre et sont suffisamment précises pour qu'une réponse courte y soit apportée dans le délai légal (attention : ne pas demander un rapport, auquel cas il s'agit d'un postulat).

*Délai de réponse dès le renvoi au CE : **trois mois**.*

Titre de l'interpellation

Un nouvelle façon de noyer le poisson !

Texte déposé

L'extrait de carrière appelé communément "**tout-venant**" est une matière première indispensable à notre économie, plus particulièrement au secteur de la construction. Ces précieux matériaux se font de plus en plus rares dans notre canton: Les nouveaux sites dont les sous-sols seraient utilisables sont maintenant éloignés et d'un accès difficile, ou alors, c'est l'exploitation de ces nouvelles carrières qui causerait trop de nuisance pour les riverains ! A chaque demande d'exploitation, c'est la garantie d'un démêlé juridique interminable.

Les centrales à béton et dépôts ont dû trouver une solution pour palier à cette pénurie: on importe quotidiennement une partie ce précieux ballast depuis le Jura français ! Si l'on ne prend pas en compte le ballet interminable des camions depuis la France voisine, un autre problème découle de cette situation, ces mêmes camions repartent à vide, donc sans **les terres d'excavation**. Depuis des décennies, ces glaises étaient traditionnellement utilisées pour combler les immenses trous laissés par l'exploitation des gravières, mais c'est un fait, les décharges se font de plus en plus rares alors que la densification en zone constructible oriente la technique vers des immeubles multi-logements avec parking souterrain, volume se trouvant en grande partie sous le niveau naturel du terrain. Alors que faire de cette terre souvent de mauvaise qualité et inutilisable ?

L'entreposage définitif en plein champ n'est pas la solution privilégiée par notre canton, à voir les difficultés faites aux divers projets élaborés par des gérants de dépôts et entreprises de terrassement. Un autre débouché est offert, le gérant de plusieurs carrières sur l'Arc Lémanique et sur les rives françaises du Lac Léman propose à ses clients de vider leurs

gravats à Ouchy. Au prix d'un dépôt en décharge (CHF 9.- la tonne) , elle se charge de les noyer dans le lac (c'est le terme utilisé) ! Cette méthode n'est pas nouvelle, mais elle a tendance à s'amplifier, es-ce vraiment la solution du futur ?

Fort de ce qui précède, j'ai l'honneur de poser au Conseil d'Etat les questions suivantes:

- Qui est responsable et qui gère le domaine public du Lac Léman, plus précisément quel intérêt a notre canton dans l'opération " noyage des terres " ?
- L'impact de cette mesure sur la flore et la faune lacustre, a-t-elle été analysée objectivement, en comparaison avec les exigences environnementales souvent limitatrices d'un dépôt en plein champ ?
- Quelle stratégie le Conseil d'Etat est-il prêt à mettre en place pour faciliter l'entreposage en zone agricole afin de diminuer les nuisances de transports et les coûts liés ?

Je remercie, d'ores et déjà, le Conseil d'Etat, pour ses réponses.

Commentaire(s)

Conclusions

Souhaite développer

☒

Ne souhaite pas développer

☐

Nom et prénom de l'auteur :

Treboux Maurice

Nom(s) et prénom(s) du (des) consort(s) :

Signature :



Signature(s) :